

À la tête de l'office hydraulique de la Corse, Saveriu Luciani ouvre les vannes sur un sujet phare de l'OEHC. L'utilisation de l'eau à l'heure où la sécheresse perdure et les barrages s'assèchent. Reconnu à la présidence de l'institution, il livre sa vision sur "le combat de l'eau, plus grand défi à relever pour les Corses..."

Quelle est aujourd'hui la situation hydrique de l'île au cœur de cette forte période de sécheresse ?

Nous sommes à 50% de taux de remplissage des barrages avec 22 millions de m³ stockés. Il y a un retard par rapport à 2016 (65%), 2017 (85%) et 2003 (67%). Il faut prendre en compte aussi que l'année 2017 fait figure de référence en matière de sécheresse. Elle a dépassé 2003. Il y a eu une surconsommation. En revanche, point positif, nous n'avons pas connu de coupures d'eau à cause de cette situation.

Cet été, vous témoignez de votre inquiétude malgré des barrages remplis, est-ce que vous êtes alarmiste pour l'été prochain ?

On ne peut pas spéculer sur cet été. Par contre, dans le scénario du pire, ça peut causer quelques problèmes. Il y aura des zones sous tension en cas d'absences de pluie. Je ne peux pas parler de coupures d'eau... Vu l'impact du changement climatique sur notre île, nous sommes obligés de changer de paradigme en termes de comportement. Nous devons changer de culture. D'ici 2070, nous allons avoir un tarissement de la ressource de 10 à 40%. Il y a un besoin de réformer notre regard. Nous avons une inquiétude à Rogliano en ce qui concerne l'eau potable. Il y aura une vigilance accrue sur le reste du territoire.

Est-ce que vous pensez que les restrictions d'eau suffisent ?

Au-delà de l'arrêté préfectoral, la Corse doit initier sa propre philosophie en la matière. Il faut sensibiliser tous les milieux à ce problème. Agriculture, tourisme, collectivités... Il faut sortir de l'incantation. Il y a une surfémentation et surconsommation du fait de la forte industrie touristique. La sécheresse devient la normalité. Les compagnies de transports doivent informer d'entrée les touristes sur ces réalités-là. Cette sensibilisation se fait déjà en Sardaigne.

"Il faut sensibiliser tous les milieux à ce problème"

"Notre voie, notre droit"

Vos opposants dénoncent la notion de symbole de votre première mandature. Vous avez investi 60 millions d'euros depuis 2015, peut-être insuffisant sur un sujet aussi crucial que l'eau...

La plupart des investissements concernent l'amélioration des transferts, la consolidation du réseau, une partie est consacrée à l'étude pour les projets. La réalisation de nouvelles stations de pompage et canalisation connexes fait aussi partie de ces aménagements. Il est question également de la réutilisation de l'eau produite à la sortie des stations d'épuration. Il s'agit d'augmenter notre capacité de production tout en favorisant des projets de développement durable.

Le dialogue avec l'État se déplace dans la rue, est-ce que vous perdez tout espoir d'obtenir des avancées au niveau institutionnel ?

Il y a un besoin d'affirmer la légitimité de notre mandat. Il y a eu un changement climatique en 2015 et on ne peut pas nous opposer une fin de non-recevoir. Si l'État, n'a pas compris cela sur l'autonomie, il fera comme les anciens gouvernements. Nous avons vocation à le marteler, défendre nos aspirations et ne jamais désespérer. Nous n'attendons pas de réponses techniques.

On prête beaucoup d'influence à Charles Pieri, quel pouvoir a-t-il réellement ?

Je vais être prudent, personne ne me



"Je suis pessimiste sur la gestion de l'été"

Saveriu Luciani. Sans être un oiseau de mauvais augure, le président de l'office hydraulique de la Corse tire la sonnette d'alarme avant les premières chaleurs. Avec des barrages asséchés, la situation hydrique préoccupe...

Des voix s'élèvent contre la culture du maïs, jugée inadaptée à la Corse et gourmande en eau...

Ce n'est pas le problème du maïs. Mais un sujet d'information et d'évolution culturelle. Il va servir à améliorer le transfert d'eau entre le Golo et cette zone. Une réunion d'information va être mise en place pour responsabiliser tous les acteurs en vue de l'été. Il faut voir plus loin que 2018.

Paul-Félix Benedetti, leader de Core in Fronte, avance que la Corse est une des régions qui reçoit le plus d'eau mais qui en stocke le moins. Est-ce que vous partagez son avis ?

Il a raison, je suis allé en Sardaigne. Il le fait trois fois la Corse et stocke 20 fois plus d'eau que nous. Mais cette ressource est gérée en toute autonomie. Se pose alors le problème de la compétence.

Il va falloir que la collectivité prenne tout en charge. Les précédentes mandatures n'ont pas vu venir le changement climatique et nous sommes sous-équipés malgré l'existence d'un plan dans les années 60. De notre côté, nous continuons le PEI avec lequel nous avons déjà investi 60 millions d'euros, pour lancer une étude sur 2050, assurer les transferts d'eau, avoir une île interconnectée. Les investissements doivent être compris entre 500 et 700 millions d'euros à terme. Mais il faut un geste de l'État.

"Il y a une surconsommation et il faut s'adapter"

Si on vous suit, EDF devrait laisser la place à l'office hydraulique pour la gestion de l'eau ?

Parfaitement. À terme, il pourrait y avoir des conventions d'utilisation avec les fermiers et les gens qui sont sur le terrain. L'autonomie hydraulique passe par un réel chemin de compétence de la collectivité. Il faudrait passer d'un office qui, aujourd'hui, est réducteur en termes de vocation, à un office de l'eau. Cela répondrait à un certain nombre de difficultés. À l'heure où l'on parle, EDF n'existe pas en Sardaigne... Il ne s'agit pas d'engager un bras de fer, mais il faut y réfléchir.

Est-ce que vous pourriez préciser l'abandon de certaines cultures au profit d'autres dans le domaine agricole, pour préserver l'eau ?

Ce n'est pas mon rôle de dire ça. Je suis plus prudent. Le travail de transversalité

INTERVIEW

TEXTE
ANTOINE GIANNINI
PHOTO
CHRISTIAN BUFFA

entre agences et offices va nous permettre de développer un plan économique. Il y a une surconsommation et il faut s'adapter en fonction de nos besoins. Nous sommes dans un combat intergénérationnel. Le plan de bassin va nous donner des orientations intéressantes là-dessus.

Où en est la situation du barrage du Reginu menacé par la pollution, selon plusieurs experts ?

C'est un barrage particulier. Tous les ans, il y a des universitaires qui brandissent la menace d'une eau qui empoisonnerait les gens et le bétail. Mais ils ne donnent pas de solution à l'office. La qualité de l'eau est meilleure qu'en 2016 en Balagne. Un comité de suivi hydrique a été mis en place de manière hebdomadaire. Nous avons établi une alimentation partielle du Reginu par la Figarella en hiver. Nous allons récupérer 1 million de m³. L'oxygénation du bassin va être mise en place en juin. Le bloom de 2017 n'a rien à voir avec les années précédentes. Il faut torde le cou à la ruineuse. L'eau potable a été d'excellente qualité cette année.

Vous prenez la présidence du comité de bassin, quels sont les grands axes de son activité ?

Le premier comité va se réunir le 26 mars. Le projet reste de s'adapter au changement climatique. Il va y avoir une augmentation générale des températures d'ici 2070. Les précipitations seront très concentrées. Il pleuvra beaucoup mais mal. Il n'y aura plus autant de pluies que maintenant. Les périodes de sécheresse seront plus longues avec des phénomènes de mousson. Les débits de fleuve vont baisser. Huit mois de sécheresse, moins de neige au-dessus de 1 500 mètres et une sécheresse agricole plus intense, plus sévère, plus fréquente. C'est un problème sur deux ou trois générations.